*Le Budget***L'émergence d'une économie canadienne renouvelée**

Lorsqu'on évalue les perspectives économiques du Canada, on ne peut accorder trop d'importance à ce redressement spectaculaire du coût de la vie et des affaires au Canada. Ce redressement aura un effet positif croissant sur toutes les familles et toutes les entreprises canadiennes.

Pour bien percevoir l'ampleur des changements intervenus, j'invite les députés à considérer les exemples suivants:

pour un citoyen âgé vivant d'une rente fixe, une inflation à 9 p. 100—le taux moyen enregistré de 1974 à 1984—entraîne une réduction de revenu de moitié en huit ans seulement. Avec une inflation à 2 p. 100, cela prend environ 35 ans;

dans le cas d'un travailleur, une hausse de salaire de 2 à 3 p. 100 à l'heure actuelle assure un pouvoir d'achat réel plus important qu'une augmentation de 11 p. 100 il y a 10 ans. En fait, une hausse de 11 p. 100 en 1982 correspondait à une diminution de salaire en termes réels, puisque l'inflation dépassait alors 11 p. 100.

Les avantages d'une inflation réduite sont évidents:

- une inflation rapide gruge notre niveau de vie;
- une inflation réduite contribue à rehausser le niveau de vie;
- elle rétablit la confiance dans la valeur de la monnaie;
- elle contribue à protéger les personnes à revenu fixe;
- elle améliore notre compétitivité à l'échelle mondiale;
- elle améliore le climat des investissements à long terme, qui accroîtront la capacité de création d'emplois productifs dans notre économie;

elle ouvre la voie à des hypothèques résidentielles à long terme, offertes à des taux fixes abordables.

Un simple rappel au passage. Il y a dix ans, le 19 juin 1982, le taux d'un prêt hypothécaire sur cinq ans s'établissait à 19,5 p. 100. Il est aujourd'hui de 9,75 p. 100.

À mesure qu'une économie plus compétitive et productive se dessinera au Canada, nous verrons l'importance croissante que prennent la mise en valeur des compétences et du potentiel des Canadiens, l'innovation et les investissements productifs, l'accession au niveau d'excellence que les consommateurs du monde entier exigent dans les biens et services qu'ils achètent.

Sur le plan de l'excellence, nous verrons de plus en plus de situations dans lesquelles les entreprises, les travailleurs et les gouvernements combinent leurs talents et dépassent le stade des relations conflictuelles afin de servir leurs intérêts.

Les Canadiens savent très bien que ce renouveau économique ne sera pas le fruit du hasard, de la même façon que la réduction de l'inflation, des taux d'intérêt et des règlements salariaux n'est pas arrivée toute seule. Nous avons réalisé des progrès au chapitre de l'inflation, parce que nous avons fixé à cet égard des objectifs clairs, parce que nous avons montré la voie des restrictions salariales et parce que les Canadiens ont relevé le défi.

Ensemble, les Canadiens bâtiront une économie nouvelle, plus prospère en continuant de faire face aux défis fondamentaux de l'économie avec réalisme et détermination.

Un cadre de croissance vigoureux

Depuis 1984, le gouvernement a mis en place, étape par étape, un programme intégré de renouveau économique. Nous avons mis en oeuvre une large gamme de réformes structurelles visant à améliorer les politiques d'encadrement qui influent sur l'efficacité et la productivité de l'économie.

Qu'il s'agisse du commerce extérieur, de la formation professionnelle, de la réforme fiscale, des sciences et de la technologie, de la privatisation ou de la déréglementation, nous avons suivi dans nos réformes un principe cohérent et bien précis: la source réelle de la croissance, de la richesse et de l'emploi réside dans l'initiative du secteur privé. Les pouvoirs publics doivent, quant à eux, créer un climat positif qui permet à cette initiative de s'épanouir.

L'économie canadienne réagira bientôt aux conditions favorables qui sont maintenant en place.

Au début du mois, le Conference Board du Canada a prévu que le Canada enregistrerait, cette année, le plus fort taux de croissance parmi les pays du G-7. Cette opinion est partagée par l'Organisation de coopération et de développement économiques, ainsi que par le Fonds monétaire international.

Nous nous attendons à ce que la croissance se raffermisse au deuxième trimestre, alors qu'elle atteindra 2,7 p. 100 en moyenne sur l'ensemble de l'année et 4,5 p. 100 en 1993. La reprise sera alimentée par une forte augmentation de la construction résidentielle et de la consommation, sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt.

Le maintien des progrès vers la stabilité des prix permettra une nouvelle détente des taux d'intérêt. Selon les projections, le taux des effets commerciaux à 90 jours devrait s'établir en moyenne à 6,9 p. 100 cette année et à 6,5 p. 100 en 1993.

Plus de 500,000 emplois seront créés avant la fin de l'an prochain, alors que l'emploi augmentera de 3 p. 100 en 1993. Cependant, une forte augmentation de la population active maintiendra le taux de chômage à peu près au niveau actuel, cette année. Ce taux descendra à 9,5 p. 100 d'ici la fin de l'an prochain.